



# ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

## Gestion de la crise sanitaire

Question au Gouvernement n° 3473

### Texte de la question

#### GESTION DE LA CRISE SANITAIRE

**M. le président.** La parole est à M. Gérard Leseul.

**M. Gérard Leseul.** Monsieur le Premier ministre, la situation est d'une gravité extrême et vos déclarations en attestent. C'est la raison pour laquelle les députés du groupe Socialistes et apparentés ont voté, jeudi dernier, « oui » au reconfinement,...

**M. Pierre Cordier.** Un « oui » de colère !

**M. Gérard Leseul.** ...en responsabilité et avec colère, comme nous l'avons déjà dit, et surtout parce qu'il faut mettre la santé des Français au-dessus de toute considération. « Oui », parce qu'il faut tout faire pour enrayer cette crise sanitaire et briser la mécanique infernale de l'épidémie, tout faire pour soulager nos soignants et armer l'hôpital public qui vit et va vivre des jours très éprouvants.

Mais pour que ce reconfinement fonctionne, il faut de la transparence, de la clarté, de la cohérence, de la justice sociale et des mesures fortes. Ce sont les conditions nécessaires pour assurer l'acceptabilité sociale essentielle à sa réussite. Sans acceptabilité sociale, rien ne sera possible. Il nous faut la confiance et le concours de tous les Français. Il faut de la transparence et de la méthode d'abord.

La gestion de la crise sanitaire semble bien mieux maîtrisée dans plusieurs pays et, à chaque fois, la recette est identique : il faut tout mettre sur la table avec des indicateurs précis – ce que nous avons demandé à plusieurs reprises – et des plans d'action suivis à la lettre.

Il faut de la clarté et de la cohérence, ensuite, pour que cesse l'approximation du Gouvernement et le climat anxiogène qui règne aujourd'hui. Les enseignants qui ont fait leur rentrée hier ont dû attendre jusqu'à dimanche pour prendre connaissance des modalités et des horaires de la rentrée ; ce matin, le porte-parole du Gouvernement annonçait un couvre-feu – annonce vite démentie, heureusement.

**M. Pierre Cordier.** C'était drôle, d'ailleurs !

**M. Gérard Leseul.** Enfin, il faut de la justice et de la concertation. Entre l'essentiel et le non-essentiel des produits commerciaux, la ligne qui se dessine est celle du doigt mouillé. Depuis l'annonce de leur fermeture administrative jeudi dernier, les commerçants et de nombreux artisans crient à l'injustice et à l'iniquité. Des arrêtés ont été pris ; ils sont bien sûr illégaux mais, surtout, révélateurs du malaise des collectivités locales. Comment, monsieur le Premier ministre, comptez-vous réhabiliter la confiance dans la parole gouvernementale ?

**M. le président.** La parole est à M. le ministre des solidarités et de la santé.

**M. Olivier Véran**, *ministre des solidarités et de la santé*. Vous êtes le deuxième député du groupe socialiste à interroger le Gouvernement depuis le début de la séance. Plus tôt, votre collègue s'est interrogée sur les raisons qui justifient la fermeture des commerces, jugeant que la mesure n'était peut-être pas adaptée...

Semaine après semaine, nous n'avons cessé de venir devant le Parlement en demandant à chacun d'apporter sa pierre à l'édifice de la lutte contre l'épidémie de coronavirus et de formuler des propositions qui pourraient permettre d'en freiner la diffusion. À chaque fois que des mesures ont été prises voire adoptées par le Parlement, certains groupes d'opposition ont affirmé à cette tribune qu'elles étaient irresponsables, impréparées et inefficaces. (*Exclamations sur les bancs du groupe LR ; protestations sur les bancs du groupe LaREM.*)

Vous parlez des clés de la confiance à donner à la population en cette période cruciale de notre histoire collective. Je vous renvoie la question : quelle est la part de confiance que les uns et les autres peuvent apporter, dans l'unité nationale, à l'égard de décisions nécessaires ? S'il vous faut des preuves supplémentaires de leur nécessité, sachez qu'elles sont également prises par la plupart de nos voisins européens ainsi que par des pays situés au-delà de différents océans, à mesure que le virus progresse. Ce n'est pas de la faute de la France si Melbourne a été confinée pendant trois mois, si Israël l'a été pendant deux mois, si le Japon l'a été, si la Belgique, les Pays-Bas, le Pays de Galles, l'Irlande le sont également. (*Mêmes mouvements.*) Partout, des mesures ont été prises pour limiter les contacts physiques entre les personnes afin de freiner la diffusion du virus. Ce n'est pas une solution franco-française mais une solution mondiale déjà appliquée dans la plupart des pays, une, deux voire trois fois.

Accompagnez-nous donc pour expliquer la nécessité de ces mesures ! Accompagnez-nous pour donner confiance aux Français ! Aidez-nous à lutter contre le virus ! Vous rendrez ainsi un grand service aux soignants qui attendent de la représentation nationale qu'elle soit pleinement consciente de ce qu'ils traversent pour sauver des vies dans les hôpitaux ! (*Applaudissement sur les bancs du groupe LaREM.*)

**M. Pierre Cordier.** T'es pas crédible, Véran !

## Données clés

**Auteur :** [M. Gérard Leseul](#)

**Circonscription :** Seine-Maritime (5<sup>e</sup> circonscription) - Socialistes et apparentés

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 3473

**Rubrique :** Santé

**Ministère interrogé :** Solidarités et santé

**Ministère attributaire :** Solidarités et santé

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [5 novembre 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [5 novembre 2020](#)